

Congrès du RN à Orléans : retour sur la contre-manifestation du 24 octobre et le "village antifasciste"

Ce week-end (24-25 octobre) se tenait à Orléans le congrès du RN, qui a réélu (avec 98,9 % des voix !) Jordan Bardella à la tête du parti et lancé officiellement la campagne de Marine Le Pen pour les élections présidentielles. Depuis plus d'un mois, la plupart des partis de gauche, la Marche des Solidarités et les confédérations syndicales préparaient à l'échelle nationale une contre-manifestation à Orléans, assortie d'un « village antifasciste » dans le centre-ville.



Comme en témoigne le communiqué du *Collectif antifasciste Orléans* publié le 8 octobre (lien), l'idée d'une manifestation se dirigeant vers le palais des congrès aurait été rapidement écartée dans les discussions de préparation, l'inter-organisation privilégiant un format validable par la préfecture : manifestation le samedi matin, sur un parcours en boucle, très éloigné du palais des congrès où se déroulait le congrès du RN. Les antifas orléanais ainsi que la plupart des groupes antifas de France ont appelé de leur côté à une autre manifestation le dimanche à 13h, en direction du congrès du RN. Mais l'interdiction de cette manifestation par la préfecture, ainsi que l'impressionnant dispositif policier déployé pour le week-end (3 000 CRS et gendarmes mobiles, drones, hélicoptère, camions à eau, ponts fermés, contrôles à l'entrée de la ville et à la gare...) a potentiellement dissuadé une grande partie des antifas de tenter le coup. Une centaine de manifestant-e-s s'est élancée le dimanche sur la ligne du tramway pour marcher vers le congrès du RN. Dans un centre-ville quasi-désert, avec une grande partie des commerces fermés et barricadés, les camions de CRS étaient stationnés jusqu'à au moins 21h le dimanche soir. Ce jour-là, le discours de Jordan Bardella a néanmoins pu être perturbé par des militant-e-s de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), qui ont brandi à l'intérieur une banderole sur laquelle était écrit : « Bardella réélu : le racisme et l'antisémitisme ça ne dérange pas le RN, au contraire ». La banderole, rapidement attrapée par le service d'ordre qui a violemment expulsé les militant-e-s, faisait ainsi référence aux révélations de Médiapart sur les propos explicitement antisémites de Jordan Bardella tenus en 2013 sur une boucle Messenger. Au passage, les journalistes de Médiapart ont également été bousculés vers la sortie.

La manifestation autorisée du samedi matin a rassemblé entre 13 000 (préfecture) et

26 000 personnes (chiffre des organisateur-ice-s). Cela fait moins que ce que les autorités disent avoir anticipé (30 000 personnes), mais c'est loin d'être négligeable pour une ville dont la journée du 17 octobre n'avait rassemblé « que » 4 000 personnes, d'après la presse locale.



Le carré de tête de la manifestation du 24 octobre à Orléans, avec la présence notable d'Olivier Faure (PS), Clémentine Autain (l'Après), Sophie Binet (CGT), Caroline Chevé (FSU), Aurélien Boudon (Solidaires)

De plus, 3 cars de manifestant-e-s ont été arrêtés à un péage le matin, par la gendarmerie qui a voulu effectuer des contrôles d'identité, y compris dans l'objectif de prononcer des OQTF sur certains sans-papiers présent-e-s dans les bus. Face à cela, les occupant-e-s du bus ont bloqué le péage, puis négocié avec la gendarmerie un demi-tour sans contrôles d'identité sur les sans-papiers. Emmenée par un carré de tête montrant un (très) large front d'organisations (allant du NPA-A à... Place Publique, en passant par le PS, LFI, le PCF, la CGT, la CFTD, Solidaires, la FSU, et la Marche de Solidarités), la manifestation avait un profil très militant, avec bien plus de drapeaux que de pancartes individuelles. Bien qu'un cortège lycéen ait été présent à l'avant de la manifestation, avec à ses côtés Bally Bagayoko venu avec une délégation du 93, la conjonction entre ce large « front antifasciste » et le mouvement du 17 octobre ne s'est

pas véritablement matérialisée dans cette manifestation.

Après celui de la CGT, un des cortèges les plus fournis était celui du NPA-A, à l'arrière de la manifestation, qui a fortement mobilisé ses militant-e-s et ses réseaux pour cette échéance, ce qui est cohérent avec son orientation centrée sur le « front uni antifasciste » intégrant toute la « gauche sociale et politique ». La manifestation, qui s'est déroulée dans le calme, a reçu le soutien de nombreux-ses habitant-e-s d'Orléans postés à leurs fenêtres et à leurs balcons, arborant même parfois des pancartes contre le RN.



Deux orléanais affichent, depuis leur balcon, leur solidarité avec la manifestation contre le RN.

Sur l'estrade du « village antifasciste » dans le cloître de Campo Santo, les interventions des organisations présentes se sont succédé tout l'après-midi. La plupart des interventions, et à fortiori celle du maire de Trappes *Génération-s* Ali Rabeh, sont évidemment revenues sur le terrible attentat raciste et islamophobe ayant touché le pays la veille. La question de l'unité a été beaucoup mise en avant par les uns et les

autres, mais une partie importante de l'assistance en a bien heureusement rejeté le périmètre : l'intervention du jeune du PS a été collectivement huée. Il est en effet difficile d'accepter qu'un parti n'ayant plus aucune assise populaire, se rangeant aujourd'hui derrière Raphaël Glucksmann, ayant mené lorsqu'il était au pouvoir une politique pro-patronale, qui a trahi les maigres engagements du NFP et qui a refusé de censurer les différents gouvernements récents à des moments décisifs, vienne donner aujourd'hui des leçons d'antifascisme. Plus généralement, toute la phraséologie autour de l'« unité » sonnait un peu creux, puisqu'aucune des interventions n'a mentionné la dissolution de la Jeune Garde ni même appelé à faire bloc face aux menaces de dissolution qu'a subies récemment la France Insoumise. Comment parler d'unité antifasciste aujourd'hui sans évoquer le fait que la principale organisation de la gauche réformiste soit menacée d'interdiction ? Les interventions des secrétaires confédéraux et des représentant-e-s des partis politiques étaient, pour la plupart d'entre elles, assez déconnectées du mouvement en cours, dont les suites méritent pourtant discussion, surtout dans la perspective de faire la démonstration à ceux et celles qui hésitent entre s'abstenir et voter RN, que la lutte sociale peut payer. La secrétaire générale de la CGT Sophie Binet n'a même pas rappelé une seule fois l'échéance du 5 novembre, pour laquelle elle appelait à pourtant à organiser des assemblées générales et à « généraliser la grève » le 21 octobre dernier, à la sortie d'une réunion à Matignon. Une lutte conséquente contre la progression du RN dans le pays ne pourra pas faire l'économie de l'auto-organisation, de la préparation d'un plan de bataille permettant de faire franchir un cap au mouvement en cours par la grève générale à partir du 5 novembre, et de la mise en avant en positif d'un programme de rupture apportant une réponse de classe à la pénurie dans laquelle le capitalisme nous plonge aujourd'hui.

Rémi Grumel, le 27 octobre 2026